

Cadre Harmonisé d'identification des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) - Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë

Situation courante (Octobre-Décembre 2014) et projetée (Janvier-Mars 2015)

L'essentiel

La campagne agricole et pastorale 2014-2015 a été caractérisée par de nombreux épisodes secs en début de campagne. Les pluies utiles ont été enregistrées à partir de la mi-juillet avec une meilleure répartition spatio-temporelle en août et septembre. Toutefois, des déficits pluviométriques prononcés ont persisté dans la partie ouest du Sahel (Mauritanie, Sénégal, Gambie et Guinée Bissau). Dans ces zones, des baisses importantes de production sont attendues. Dans le reste de la région, les productions agricoles attendues seraient moyennes à bonnes.

Sur le plan pastoral, la soudure a été prolongée à cause du retard dans le démarrage des pluies et des épisodes secs de début de saison qui n'ont pas permis le développement satisfaisant de la biomasse, occasionnant une perte d'embonpoint et, par endroit (Niger, Mali, Tchad), une mortalité du bétail. La reprise des pluies en juillet a permis une amélioration des pâturages et des points d'eau en fin de saison.

Globalement, les marchés sont bien approvisionnés et les prix des denrées alimentaires, tant pour les céréales que pour les cultures de rente, sont inférieurs à ceux de l'année passée à la même période mais similaires à la moyenne des 5 dernières années. Les prix du bétail sur les marchés sont généralement en hausse d'au moins 15% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

L'insécurité au Nord du Mali, au Nord-Est du Nigeria, en République centrafricaine, au Soudan et au Sud Soudan a généré des mouvements de populations, des perturbations de la transhumance et des flux transfrontaliers. Cette insécurité affecte la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en augmentant la pression sur les ressources locales. La propagation de l'épidémie d'Ebola (Liberia, Sierra Leone, Guinée) impacte négativement la situation alimentaire des ménages dans les zones les plus touchées ainsi que les moyens d'existence des populations pauvres et très pauvres des zones limitrophes (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire).

Ces conditions mettent de nombreuses zones de la région sous-pression. De plus, quelques zones en Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal et au Tchad, sont en crise. Cette situation pourrait se dégrader d'ici mars 2015 si aucune intervention n'est mise en œuvre, notamment au Sénégal, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. La situation actuelle s'explique par :



Consommation alimentaire

La consommation alimentaire est globalement bonne dans la région. Toutefois, les ménages pauvres et très pauvres vivant dans les zones sous-pression et surtout en crise font face à des difficultés d'accès à l'alimentation. Ces difficultés pourraient s'accroître dans les zones projetées en phase de crise dans les prochains mois.



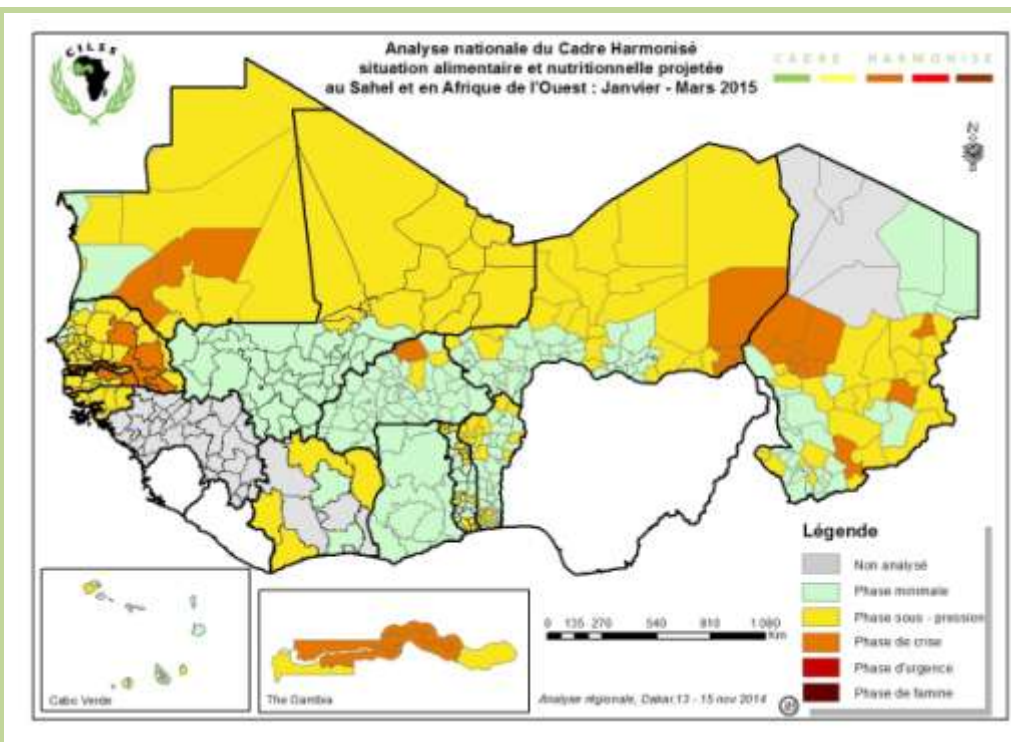
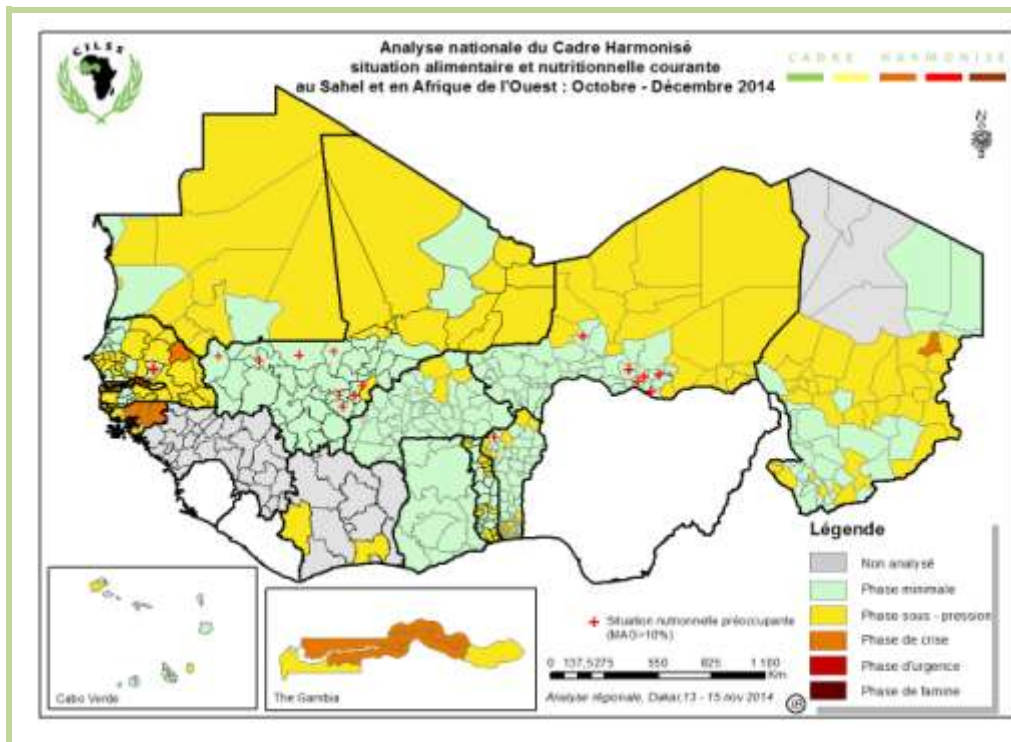
Evolution des moyens d'existence

Les aléas climatiques, l'épidémie à virus Ebola et les conflits ont contribué à détériorer les moyens d'existence dans la région. Les agriculteurs, agro-pasteurs et pasteurs ont subi les effets d'une période de soudure prolongée dans certaines zones. Malgré cela les récoltes actuelles qui améliorent les disponibilités auprès des ménages, le bon niveau des prix du bétail et des cultures de rente permettent de stabiliser la situation générale. Cependant, les ménages pauvres et très pauvres sont sous pression particulièrement dans les zones ayant subi des chocs agro-climatiques et qui n'ont pas reçu suffisamment d'appui à la reconstitution de leurs avoirs. Par ailleurs, les populations réfugiées, déplacées et familles d'accueil voient leurs moyens d'existence fragilisés ou perdus et sont dans des zones à forte pression socio-économiques.



Nutrition :

La situation est toujours aussi préoccupante dans la région. Les enquêtes nutritionnelles conduites entre juin et août 2014 dans plusieurs pays font ressortir 26 zones au-dessus du seuil d'alerte avec des taux de MAG entre 10% et 15%, et 6 au-dessus du seuil d'urgence avec un taux de MAG supérieur à 15% relevées en Gambie, en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Niger et au Tchad.



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
<p>Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.</p>	<p>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.</p>	<p>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.</p>	<p>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.</p>	<p>Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).</p>

Principaux résultats de l'analyse

Facteurs contributifs

Disponibilité alimentaire : productions moyennes à bonnes avec déficits localisés

Les disponibilités alimentaires céréalieres sont globalement bonnes dans la région au regard des niveaux des productions actuelles, des stocks résiduels satisfaisants dans le bassin centre et des conditions favorables d'importation du marché international. Cependant, les faibles récoltes enregistrées à l'ouest du Sahel et dans les zones affectées par les conflits entraîneront un épuisement précoce des stocks ménages et une plus grande dépendance du marché. Les productions de tubercules sont bonnes et améliorent les disponibilités alimentaires tant dans les zones de production que sur les marchés sahéliens. Les nouvelles récoltes des ménages et les stocks commerçants continuent d'approvisionner les marchés et contribuent à renforcer les flux des zones de production vers celles de consommation.

La disponibilité des pâturages et des points d'eau est moyenne à bonne dans les principales zones agropastorales et soutient un embonpoint satisfaisant du bétail et une production de lait moyenne qui contribue à l'alimentation et procure des revenus. Toutefois, la production fourragère est largement inférieure à la moyenne à l'ouest de la Mauritanie, au nord du Sénégal et, par endroits, autour du Lac Tchad, ce qui augure des difficultés alimentaires pour le bétail avec un impact négatif probable sur les revenus issus de l'élevage à partir du premier trimestre de l'année 2015. La transhumance sera précoce dans ces zones, et demeurera perturbée dans l'est de la région du fait de la persistance de l'insécurité civile au nord Nigeria et l'instabilité qui prévaut encore en République centrafricaine (RCA). Cette transhumance précoce pourrait aussi être perturbée à l'ouest de la Mauritanie au Nord du Sénégal compte tenu de l'étendue importante des zones concernées par la faible production de biomasse. Des conflits pourraient naître dans ces zones pour la gestion des ressources pastorales.

Accessibilité alimentaire : prix en baisse par rapport à 2013 et stables par rapport à la moyenne quinquennale

Les prix des denrées alimentaires sont en général inférieurs à ceux de l'année passée à la même période. Ils sont stables avec des baisses localisées comparativement à la moyenne des 5 dernières années, et restent très hauts depuis la crise de 2012. Les ménages pauvres et très pauvres dépendent énormément des marchés et le maintien des prix à un haut niveau depuis la crise de 2012 affecte leur pouvoir d'achat alimentaire très faible. Quant aux prix du bétail qui sont généralement en hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières années, ils permettent aux ménages pastoraux de bénéficier de termes de l'échange bétail/céréales encore favorables et d'accéder aux aliments de base sur le marché. Une dégradation de ces termes de l'échange est probable dans les zones ayant enregistré des faibles productions fourragères. Le recours précoce à l'aliment bétail entraînera les prix de ce produit à la hausse, et des coûts d'entretien plus élevés pour le bétail.

Chocs : l'impact des chocs climatiques et sécuritaires placent certaines populations dans une situation de besoin d'assistance immédiate

L'insécurité au Nord-est du Nigeria et en République centrafricaine continue d'entraîner des mouvements de populations à l'intérieur de ces pays dans des zones encore sécurisées ou dans les pays voisins (Niger, Tchad). Cette insécurité entraîne des pressions sur les ressources locales disponibles et affecte les moyens d'existence des populations hôtes et déplacées ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. En fin octobre 2014, le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et ses partenaires dénombrèrent plus de 3 200 000 réfugiés dans la région. A cette population s'ajoute plus de 1 200 000 déplacés internes et « retournés » au Mali, au Niger, au Nigeria et au Tchad (source : OCHA et partenaires).

Phase courante (octobre-novembre 2014) et projetée (Janvier-mars 2015)

Phase 4 – Urgence

- **Situation courante :**

Aucune zone n'est classée en phase 4, cependant 40 300 personnes se trouvent en situation d'urgence en Gambie, en Guinée Bissau, au Niger et au Tchad.

En situation projetée : pour la période de janvier à mars 2015, aucune zone ne sera également en situation d'urgence (phase 4). Néanmoins près de **93 000 personnes pourraient être en situation de phase d'urgence**. Ces personnes se trouvent au Burkina Faso, en Gambie, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

Phase 3 – Crise

- **Situation courante: population estimée à 2 986 000 personnes**

Au total 10 zones sont identifiées en phase 3 (crise) réparties en Gambie (Lower River Region, Central River Region North, Central River Region South et North Bank Region), en Guinée Bissau (Oio, Bafata, Gabu et Quinara), au Sénégal (Kanel) et au Tchad (Megri). Les populations en crise alimentaire et nutritionnelle estimées à 2 986 000 personnes se retrouvent dans les pays du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest.

La crise alimentaire et nutritionnelle affecte déjà les ménages les plus pauvres de la région et ceux touchés par les chocs tels que l’impact des crises sécuritaires (insécurité au Mali, Nigeria et RCA), les chocs climatiques (mauvaise répartition des pluies), la volatilité des prix, la malnutrition, les impacts de l’épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) et l’effet cumulé des crises précédentes. **Ces populations nécessitent une assistance immédiate.**

- **En situation projetée : population estimée à 4 114 000 personnes**

Dès la période de janvier à mars 2015, 27 zones risqueraient d’être en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3). La population en phase 3 (Crise) est estimée à **4 114 000 personnes** ayant besoin d’une assistance adaptée et immédiate en nutrition et santé, accès alimentaire et protection des moyens d’existence au Burkina Faso (département de Soum), en Gambie (LRR, CRRN, CRRS et NBR), en Mauritanie (régions de Tagant, Gorgol et Brakna), au Niger (départements de Bosso, Diffa, N’Guigmi et N’Gourti), au Sénégal (départements de Vélingara, Médina Yoro, Ranérou Ferlo, Tambacounda, Goudiry, Kédougou et Salemata) et au Tchad (départements de, Barh El Ghazel Nord, Kanem, Kanem Nord, Wadi Bissam, Barh Koh, Djourfal Ahmar, Biltine et Megri).

Phase 2 – Sous Pression :

- **Situation courante : 14 530 000 personnes**

L’analyse fait ressortir un total de 153 zones sous pression (phase 2) réparties dans toute la région. Dans la plupart des cas l’insécurité alimentaire de type phase 2 (Sous pression) est le résultat des mauvaises récoltes localisées, de l’insécurité civile, du niveau élevé des prix de céréales locales et de la pauvreté structurelle. Ces populations peuvent basculer à tout moment en situation de crise. **Le renforcement de leur capacité de résilience est essentiel.**

- **Situation projetée : 15 900 000 personnes**

Pendant la période janvier à mars 2015, on s’attend à une augmentation des populations en phase 2 (Sous pression) dans tous les pays de la région. Leur nombre est estimé à environ **15 900 000 personnes** réparties dans 172 zones.

Estimation des populations en insécurité alimentaire

Le tableau 1 ci-dessous présente les estimations de populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante et projetée.

Tableau 1 : Estimation des populations en insécurité alimentaire en situation courante et projetée.

Pays du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest	Situation courante octobre -décembre 2014		Situation projetée janvier - mars 2015	
	Total phase		Total phase	
	Phase 2	3 à 5	Phase 2	3 à 5
Burkina Faso	675 000	189 000	675 000	264 000
Cap Vert	30 000	400	43 000	500
Gambie	634 000	262 000	640 000	332 000
Guinée Bissau	361 000	190 600	272 000	55 000
Mali	1 681 000	263 000	1 799 000	271 000
Mauritanie	743 000	248 000	833 000	424 000
Niger	2 171 000	405 000	2 447 000	682 500
Sénégal	2 168 000	478 000	2 867 000	927 000
Tchad	2 263 000	550 000	2 271 000	654 000
Pays du Sahel	10 726 000	2 586 000	11 847 000	3 610 000
Bénin	1 037 000	22 000	1 090 000	23 000
Ghana	1 636 000	303 000	1 746 000	453 000
Togo	1 132 000	116 000	1 216 000	121 000
Pays du Golfe de Guinée	3 805 000	441 000	4 052 000	597 000
Total région	14 531 000	3 027 000	15 899 000	4 207 000

NB : * les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle n’ont pas été estimées en Côte d’Ivoire par manque de preuves fiables.



Méthodologie

L'analyse du Cadre Harmonisé se base sur l'analyse des quatre indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) mis en regard avec les facteurs contributifs (productions agricoles, état des pâturages, prix des denrées alimentaires, cultures de rente, bétail, etc.) qui peuvent impacter l'un ou plusieurs résultats de la sécurité alimentaire.

Les analyses ont été menées par les Cellules nationales rassemblant les experts nationaux, et facilitées par le CILSS et ses partenaires (agences des Nations Unies, ONG, FEWS NET). Ces analyses se sont déroulées en octobre dans les pays côtiers et en novembre dans les pays Sahéliens.

Dans les pays du Sahel, ces analyses se sont appuyées sur davantage d'informations récentes, notamment les enquêtes de vulnérabilité, des analyses sur l'économie des ménages (HEA) et des enquêtes nutritionnelles, mais aussi sur les rapports conjoints des dispositifs nationaux de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale et de la situation alimentaire et nutritionnelle, les données collectées par les systèmes d'information sur les marchés, etc. Les données historiques disponibles sur la nutrition ont servi à formuler des hypothèses pour la situation projetée.

Dans les pays du golfe de Guinée, les analystes continuent de faire face au manque de données récentes. L'analyse s'est basée principalement sur les proxys caloriques comme indicateur de la consommation alimentaire et sur des facteurs contributifs (tendances des prix, productions agricoles, données socio-économiques etc.), les données sur la nutrition étant anciennes.

La réunion de la Cellule régionale¹ s'est tenue du 13 au 15 novembre 2014 à Dakar au Sénégal pour vérifier et consolider les résultats nationaux. Il en ressort les constats suivants :

- Généralement dans les pays du golfe de Guinée, les preuves ne suffisent pas toujours à asseoir une analyse robuste de la sécurité alimentaire.
- Globalement les processus d'analyse se font dans des conditions qui s'améliorent progressivement, notamment en ce qui concerne la qualité du processus et la couverture des pays. Cependant, il subsiste des marges de progrès possibles, en particulier pour l'analyse des situations projetées et la méthode d'estimation des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Pour renforcer le processus et le développement du Cadre Harmonisé dans la région, il est indispensable de continuer les efforts, entre autres, dans les domaines suivants :

- Renforcer les systèmes de collecte de données sur les indicateurs de résultats (consommation alimentaire, évolution des moyens d'existence, nutrition), les facteurs contributifs et rendre disponible les données avec un timing en phase avec la planification des cycles d'analyse ;
- Formaliser les Cellules nationales d'analyse dans tous les pays ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques et l'accompagnement de toutes les Cellules nationales ;
- Assurer un délai suffisant pour la préparation, l'analyse, la validation et le rapportage des résultats.



Recommandations aux pays et leurs partenaires

Dans le court terme, il conviendra de répondre aux besoins des populations en situation de crise et d'urgence, dans les domaines de la nutrition, l'accès alimentaire et les moyens d'existence.

- Apporter rapidement une assistance alimentaire d'urgence en nature ou sous forme de transferts monétaires pour permettre aux ménages très pauvres et pauvres de satisfaire leurs besoins alimentaires de base ;
- Protéger et renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives de la campagne de contre saison 2014/2015 ;
- Renforcer l'accès aux aliments du bétail et aux services vétérinaires de base pour les agropasteurs et les pasteurs des pays du Sahel pour pallier au déficit fourrager et aux difficultés liées à la perturbation des mouvements de transhumance ;
- Renforcer la surveillance, la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë globale en particulier dans toutes les zones où la MAG dépasse le seuil critique de 10% ;
- Répondre aux besoins spécifiques dans les zones qui reçoivent actuellement les afflux de réfugiés et de déplacés notamment l'Est de la Mauritanie, l'Est et l'Ouest du Niger, l'Est et le Sud du Tchad et le Sahel burkinabè.

Par ailleurs, il faut soutenir les moyens d'existence des populations sous pression :

- Renforcer les moyens d'existence en soutenant les activités productives ;
- Renforcer les programmes de filets sociaux et l'accès aux services sociaux de base ;
- Définir les stratégies de prévention et de gestion des conflits pour les ressources naturelles dans les zones sensibles ;
- Renforcer les mécanismes de gestion et de prévention des risques de catastrophes au niveau communautaire.

¹ Composée d'experts du CILSS, PAM, FAO, FEWS NET, ACF, SAVE THE CHILDREN, OXFAM,



Contacts

Mme Maty BA DIAO

Présidente de la Cellule d'analyse du CH

Chef de Département Information et Recherche, Centre Régional AGRHYMET/CILSS

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 90 20 38 73

E-mail : M.Badiao@agrhymet.ne

Monsieur Issoufou BAOUA

Expert analyse en Cadre Harmonisé (CH)

Département Information et Recherche/ Centre Régional AGRHYMET/CILSS

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54

E-mail : I.Baoua@agrhymet.ne

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

